



REPUBLIQUE DU SENEGAL

**AUTORITE DE REGULATION DES MARCHES PUBLICS
(ARMP)**

**REVUE INDEPENDANTE DE LA CONFORMITE DE LA PASSATION DES
MARCHES CONCLUS PAR LE GROUPE II
AU TITRE DE LA GESTION 2011**

**AGENCE NATIONALE DE LA METEOROLOGIE DU SENEGAL
(ANAMS)**

RAPPORT FINAL

JUIN

**PRESENTE PAR
LE GROUPEMENT GMS/ SSPM**



Liberté 6 extension, en face Camp Leclerc
Imm Moustapha, 2ème étage à gauche
Tel : Bur : 33 867 68 00 / 33 867 68 02
Fax: 33 867 68 01 - BP. 9048 Dakar Peytavin
E-Mail : gmac@orange.sn



✉ 1109 Liberté 1, Dakar BP 23967 Dakar Ponty
☎ (+221) 33 864 06 66 / (221) 77 630 72 97
E-mail sspm@sspm.sn

TABLE DES MATIERES

I.SYNTHESE DE NOS TRAVAUX.....	6
1.1. CONSTATS RELATIFS AU DISPOSITIF DES MARCHES PUBLICS	6
1.2. CONSTATS D'AUDIT	7
1.2.1. Echantillon	7
1.2.2. Constats sur l'audit de la passation de marchés	11
1.2.3. Constats sur l'exécution financière	14
1.2.4. Constats sur la matérialité des dépenses.....	14
1.3. RECOMMANDATIONS.....	14
1.3.1. Recommandations sur le dispositif des marchés publics.....	14
1.3.2. Recommandations sur l'audit des Marchés.....	14
Demandes de Renseignements et de Prix (DRP)	15
II. CONTEXTE ET OBJECTIFS DE LA MISSION	15
2.1. CONTEXTE DE LA MISSION	15
2.1. OBJECTIFS DE LA MISSION	16
III. SELECTION DES MARCHES A AUDITER	19
VI. METHODOLOGIE DE LA REVUE APPROFONDIE DES MARCHES	19
4.1. ETAPES DE LA MISSION.....	19
4.2. ACTIVITES PREALABLES AU DEMARRAGE DE LA MISSION	20
4.2.1. La Préparation de la mission	20
4.2.2. Mise en place d'une équipe de coordination et d'appui au siège.....	21
4.3. REVUE DES PROCEDURES DE PASSATION DES MARCHES	22
4.4. AUDIT DE L'EXECUTION PHYSIQUE DES MARCHES	23
4.5. CONTROLE DE LA QUALITE DE LA REVUE	24
4.6. SYNTHESE DES CONSTATS ET APPRECIATION DES TENDANCES GENERALES.....	24
4.7. REVUE DES MARCHES LITIGIEUX ET DES MARCHES PAR ENTENTE DIRECTE.....	26
4.8. RESTITUTION DES RAPPORTS.....	26
V. ANALYSE DU DISPOSITIF INSTITUTIONNEL ET REGLEMENTAIRE.....	26
5.1. LE CADRE INSTITUTIONNEL ET REGLEMENTAIRE	26
5.2. LES ORGANES CHARGES DE LA PASSATION DES MARCHES.....	28
5.2.1. La Cellule de Passation des Marchés (CPM).....	28
5.2.2. La Commission des Marchés	29
5.3. LES ORGANES DE CONTROLE ET DE REGULATION	29
5.3.1. La Direction centrale des Marchés publics (DCMP)	29
5.3.2. L'Autorité de Régulation des Marchés publics (ARMP)	29
5.4. MODIFICATIONS APPORTEES PAR LE DECRET N°2011-1048 DU 27 JUILLET 2011 PORTANT CODE DES MARCHES PUBLICS.....	30
VI. AUDIT DE LA PASSATION ET DE L'EXECUTION DES MARCHES	31
6.1. AUDIT DE LA PASSATION DES MARCHES.....	31
6.1.1. Constats généraux	31
6.1.2. Appel d'Offres (AO).....	31
6.1.2.1. Non respecté du délai d'approbation des contrats	31
6.1.2.2. Absence de PV de réception.....	31
6.1.2.3. Non-respect du délai de livraison	32
6.1.2.4. Approbation du marché avant publication de l'attribution provisoire.....	32
6.1.2.5. Décalages excessifs entre l'ouverture des offres et la signature des marchés.....	32

6.1.3. Demandes de Renseignements et de Prix (DRP)	32
6.1.3.1. Non inscription des délais d'exécution dans les contrats Les délais d'exécution ne sont pas explicitement inscrits dans les contrats des dossiers des DRP suivantes :.....	32
6.1.3.2. Les intervalles de variation entre les offres sont très réduits	33
6.2. AUDIT DE L'EXECUTION FINANCIERE	33
6.2.1. Consistance des travaux d'audit du volet financier.....	33
6.2.2. Constats d'audit sur le volet de l'exécution financière	33
6.3. AUDIT DE L'EXECUTION PHYSIQUE DES MARCHES	34
VII. RECOMMANDATIONS.....	36
7.1. RECOMMANDATIONS SUR LE DISPOSITIF DES MARCHES	36
7.2. RECOMMANDATIONS RELATIVES AUX MARCHES	36
7.2.1. Recommandations relatives aux appels d'offres.....	36
7.2. 2. Recommandations relatives aux DRP	37
VIII. ANNEXES.....	38
ANNEXE 1 : FICHE DE PROJET	39
ANNEXE 2 : OBSERVATION DE L'AUTORITE CONTRACTANTE.....	655

SIGLES ET ACRONYMES

AAO	Avis d'Appel d'Offres
AC	Autorités Contractantes
AGPM	Avis Général de Passation des Marchés
AI	Auditeur Indépendant
AMI	Appel à Manifestation d'Intérêt
ANO	Avis de Non Objection
AO	Appel d'Offres
AOI	Appel d'Offres International
AON	Appel d'Offres National
ANAMS	Agence Nationale de la Météorologie du Sénégal
AOO	Appel d'Offres Ouvert
AOR	Appel d'Offres Restreint
ARMP	Autorité de Régulation des Marchés Publics
BC	Bon de Commande
BL	Bordereau de Livraison
CCAG	Cahier des Clauses Administratives Générales
CM	Commission des Marchés
CMP	Code des Marchés Publics
CNCA	Commission Nationale des Contrats de l'Administration
COA	Code des Obligations de l'Administration
CPM	Cellule de Passation des Marchés
DAC	Dossier d'Appel à la Concurrence
DAO	Dossier d'Appel d'Offres
DCMP	Direction Centrale des Marchés Publics
DE	Devis (Détail) Estimatif
DMI	Demande à Manifestation d'Intérêt
DP	Demande de Propositions
DRP	Demande de Renseignements et de Prix
ED	Entente Directe
HT	Hors Taxes
MEF	Ministère de l'Economie et des Finances
MI	Manifestation d'Intérêt
MO	Maître d'Ouvrage
MOD	Maître d'Ouvrage Délégué
PAP	Procès-verbal d'Attribution Provisoire
PI	Prestation Intellectuelle
PM	Premier Ministre
PPM	Plan de Passation des Marchés
PV	Procès-Verbal
PVR	Procès-Verbal de Réception
RAPEV	Rapport d'Evaluation
RAO	Rapport d'Analyse des Offres
RCCM	Registre du Commerce et du Crédit Mobilier

SIGFIP	Système Intégré de Gestion des Finances Publiques
TDR	Terme de Références
TC	Titre de Créance
TTC	Toutes Taxes Comprises
TVA	Taxe sur la Valeur Ajoutée
UEMOA	Union Economique et Monétaire Ouest Africaine

I.SYNTHESE DE NOS TRAVAUX

Le présent rapport est relatif à la revue de la conformité des procédures de passation et d'exécution des marchés conclus au titre de l'exercice 2011 par l'Agence Nationale de la Météorologie du Sénégal (ANAMS), conformément aux exigences des termes de référence de la mission que l'Autorité de Régulation des marchés publics (ARMP) a bien voulu confier au Groupement GMS/SSPM.

La mission a pour objectif principal de vérifier la conformité du processus de passation et d'exécution des marchés conclus au cours de la période de référence par les autorités contractantes du Groupe II, afin de s'assurer que:

- les marchés attribués au cours de la période sous revue ont été passés de manière transparente et régulière conformément aux dispositions du Code des Marchés Publics et que la mise en œuvre de ces procédures ne comporte pas d'anomalies significatives ;
- l'exécution financière est effectuée conformément aux dispositions contractuelles et à la réglementation en vigueur ;
- les procédures de contrôle de la matérialité des transactions et de suivi de leur exécution physique sont adéquates et permettent de s'assurer de la réalisation des marchés conformément aux prescriptions techniques et aux normes prévues.

Au terme de cette mission, nous avons établi un certain nombre de constats relatifs au dispositif institutionnel de chaque structure mais aussi à chaque marché ciblé selon un processus d'échantillonnage aléatoire développé dans notre méthodologie.

En ce qui concerne l'ANAMS, nous vous présentons ci-après la synthèse de nos constats et les recommandations qui en découlent

1.1. Constats relatifs au dispositif des marchés publics

Les principaux constats relevés relatifs au dispositif des marchés publics de l'ANAMS se présentent comme suit :

➤ Commission des Marchés

Les membres de la Commission des Marchés et leurs suppléants ont été nommés par décision n°00058/MICITIE / ANACS/DAF du 17 janvier 2011. Cependant, les copies des actes de nomination des membres de la commission des marchés ont été envoyées à l'ARMP et à la DCMP à la date du 18 janvier 2011

Nous rappelons que les copies des actes de nomination des membres de la commission des marchés doivent être communiquées à l'ARMP et à la DCMP au plus tard le 05 janvier de chaque année conformément à l'article 6 de l'Arrêté n°011588 du 28/12/07. Il faut toutefois constater que leur transmission à la DCMP et à l'ARMP ne s'est pas faite dans les délais requis.

➤ **Cellule de Passation des Marchés**

Les membres de la Cellule de Passation des Marchés et leurs suppléants ont été nommés par décision n°00059/MCITIE /ANACS/DAF du 17 janvier 2011. Par ailleurs, les mêmes constats effectués pour la Commission des Marchés sont valables en ce qui concerne la Cellule de Passation des Marchés.

➤ **dispositif de contrôle interne**

Aucun document ou rapport de l'organe de contrôle interne (audit interne) n'a été mis à notre disposition pour permettre de nous assurer qu'il a veillé de façon permanente au respect rigoureux des dispositions légales et réglementaires applicables aux marchés publics conformément à l'article 142 du Décret n° 2011-1048 du 27 juillet 2011.

1.2. Constats d'audit

1.2.1. Echantillon

Dans le cadre de notre mission, nous avons procédé à une analyse de l'environnement et du cadre d'exécution des opérations de passation des marchés pour nous assurer de la capacité des structures mises en place et des hommes qui les animent à prendre en charge, de manière satisfaisante, le processus de passation des marchés au regard des nouvelles exigences de formalisation, de rigueur, d'équité et de transparence introduites par le code des marchés publics.

A ce propos, nous avons constaté que l'ANAMS a passé des marchés par appel d'offres et DRP pour un montant total de **trois cent soixante-neuf millions sept cent trente un mille cinq cent soixante-deux Francs CFA (369 731 562 F CFA)**. Nos travaux de contrôle sur l'exhaustivité des marchés n'ont pas révélé d'anomalies. Les marchés se décomposent comme suit en francs CFA :

Type	Objet du Marché	Attributaires	Montant TTC en FCFA
Appel d'Offres Ouvert (AOO)	Réalisation de dix abris générateurs pour compte du programme "BAWAAN"	MADJI BATIMENT SERVICES	58 267 385
	Acquisition d'Equipements Informatiques pour l'ANAMS	OFFICE INFORMATIQUE	61 541 602
	Acquisition d'Equipements d'exploitation du réseau d'observation et de modernisation des instruments météorologiques pour l'ANAMS.	SAREDICA SARL	32 885 597
	Acquisition de produits d'ensemencement des nuages (iodure d'argent et de sodium) pour le Programme "BAWAAN"	WADE TRAINING COMPANY	39 951 413
	Acquisition de deux PICK UP 4X4 double cabine pour le programme "BAWAAN"	CFAO MOTORS SENEGAL S.A	35 892 000
	Acquisition d'un véhicule utilitaire pour le programme "BAWAAN"	ESPACE AUTO	7 900 000
Sous-total Appel d'Offres			236 437 997
Demande de Renseignements et de Prix (DRP)	Mise en place d'un service de nettoyage pour le siège ANAMS.	ENTREPRISE MARIE NDIAYE	6 903 000
	Acquisition de consommables informatiques, de fournitures de bureau et de produits d'entretien.	LYKMA GROUP	13 000 000
	Entretien et nettoyage du siège PPP.	GAYRE	3 825 000
	Entretien réparation du parc automobile de l'ANAMS pour le compte PPP.	Alliance distribution Services	4 024 074
	Mise en place d'un service de gardiennage des locaux du siège PPP.	ANSS-OTU SA	4 248 000

		REW	
	Location d'un bus climatisé de 30 places destiné aux experts marocains mis à la disposition du PPP en période de campagne d'ensemencement des nuages.	LOCASEN	9 843 136
	Acquisition de 80 bouteilles de gaz butane pour la campagne d'ensemencement des nuages du PPP.	VITOGAZ	2 887 440
	Acquisition de 15 fûts d'acétone den160 kilos pour le compte PPP.	SEGOA	7 227 500
	Mise en place d'un service extérieur de gardiennage et de surveillance des locaux du radar à Linguère.	GIE ASSUR NDAYANE	4 900 000
	Acquisition et installation de mobiliers et matériels de bureau pour le siège de l'ANAMS	SSET	12 572 317
	Recrutement de personnel temporaire pour d'ensemencement des nuages 2011	Société d'Emploi Temporaire	22 356 440
	Acquisition de de carnets de diagramme, d'imprimés météo, de feuilles TCM et de bandes héliographes pour les stations météorologiques.	PAPIMEX	10 371 404
	Acquisition et installation de 15 splits pour le compte de l'ANAMS.	SOGEF SARL	4 631 500
	Commissariat aux comptes	SCC	8 250 000
	Acquisition et installation d'un onduleur de 30KVA au niveau de l'ANAMS.	Richard Equipement	7 974 735
	Recrutement de personnel temporaire	Société d'Emploi Temporaire	4 835 679
	Entretien et maintenance des climatiseurs et splits de l'ANAMS	SOGEF SARL	2 293 920
	Entretien et la maintenance du matériel informatique de l'ANAMS	GTIS	3 149 420
Sous-total DRP			133 293 565

Total	369 731 562
--------------	--------------------

Périmètre couvert

L'ANAMS a passé au titre de l'exercice 2011, six (06) marchés par appels d'offres et dix-huit (18) par DRP. La totalité desdits marchés a été examinée.

Modes de passation de marchés	Marchés passés sur 2011		Marchés sélectionnés et examinés	
	nombre	montant	nombre	montant
Appel d'offres ouvert (AOO)	6	236 437 997	6	236 437 997
Appel d'offres restreint (AOR)				
Demande de Renseignement et de prix (DRP)	18	133 293 565	18	133 293 565
Entente directe				
Total	24	369 731 562	24	369 731 562
Taux de couverture		100%		100%

Rappel des seuils applicables à l'ANAMS en vertu de l'Arrêté n°11 580 du 28 décembre 2007 et de l'article 53.2 du CMP 2011-1048

Type de marchés	Seuils de passation	Seuil de contrôle DCMP sur DAC	Seuil de contrôle DCMP sur RAO/PAP	Seuil de contrôle DCMP sur CONTRAT
Fournitures	30 000 000	150 000 000	40 000 000	400 000 000
Travaux	50 000 000	250 000 000	100 000 000	800 000 000
Prestations Intellectuelles	30 000 000	150 000 000	40 000 000	350 000 000
Services	30 000 000	150 000 000	40 000 000	350 000 000

1.2.2. Constats sur l'audit de la passation de marchés

Appels d'Offres (AO):

- Non-respect du délai de 30 jours entre la date de soumission à l'approbation et la date d'approbation effective pour le marché relatif à la réalisation de dix abris générateurs au sol pour le programme BAWAAN. Par ailleurs, nous avons relevé l'absence de PV de réception pour ce marché;

- Retard de 40 jours entre le délai de livraison prévu dans le contrat et le délai de livraison effectif pour le marché relatif à « l'acquisition d'équipements d'exploitation du réseau d'observation et de modernisation des instruments météorologiques. Un retard a également été constaté sur la livraison du marché relatif à « l'acquisition de Produits d'ensemencement des nuages pour le programme BAWAAN ». Ce marché devait être livré depuis le 13 avril 2011. Suite à ce retard, une lettre de mise en demeure a été envoyée au fournisseur à la date 22 mai 2013 en vue de résilier le marché.
- les marchés relatifs à « la réalisation de dix (10) abris générateurs au sol pour le programme BAWAAN » et « l'acquisition de véhicules pour le programme « BAWAAN » ont été approuvés avant la publication de l'attribution provisoire, violant ainsi l'article 84-1 du décret n°2011-1048 portant Code des marchés publics ;
- Décalage de plus de quatre (04) mois entre l'ouverture des offres et la signature des marchés relatifs à :
 - l'acquisition d'équipements d'exploitation du réseau d'observation et de modernisation des instruments météorologiques ;
 - la réalisation de dix (10) abris générateurs au sol pour le programme BAWAAN ;
 - l'acquisition de Produits d'ensemencement des nuages pour le programme BAWAAN.

Demandes de Renseignements et de Prix (DRP)

- Les délais d'exécution ne sont pas explicitement inscrits dans les contrats pour certaines DRP conformément à l'article 13.6 du Décret n°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des marchés publics.

TABLEAU RECAPITULATIF DES VIOLATIONS DU CODE DES MARCHES PASSES PAR APPEL D'OFFRES

Désignation	Réalisation de dix abris générateurs pour compte du programme "BAWAAN"	Acquisition d'Equipements d'exploitation du réseau d'observation et de modernisation des instruments météorologiques	Acquisition de deux PICK UP 4X4 double cabine pour le programme "BAWAAN"	Acquisition d'un véhicule utilitaire pour le programme "BAWAAN"
Attributaire	Madji Bâtiment Services	SAREDICA SARL	CFAO Motors	Espace Auto
Montant	58 267 385	32 885 597	35 892 000	7 900 000
Violation de l'article 84-3 du décret n°2011-1048 relatif au délai d'approbation des marchés	X			
violation des articles 83 et 84 du décret n°2011-1048 relatifs aux délais entre l'ouverture des offres et la date de signature des contrats	X	X	X	X
Violation de l'article 84-1 du décret n°2011-1048 relatif à la publication de l'attribution provisoire avant la soumission à l'approbation du marché	X		X	X
Non-respect du délai de livraison prévu dans le contrat et violation de l'article 133 du décret n°2011-1048 relatif à l'application des pénalités de retard fixées dans le Cahiers des Clauses		X		

1.2.3. Constats sur l'exécution financière

Il faut noter l'absence de délais d'exécution dans les contrats de huit (08) DRP ; ce qui ne permet pas d'évaluer le respect des délais d'exécution et l'application ou non des pénalités de retard.

1.2.4. Constats sur la matérialité des dépenses

Afin de vérifier la matérialité des dépenses, nous avons procédé à des inspections physiques des marchés. Nos travaux sur l'exécution physique de notre échantillon n'appellent pas de remarques particulières.

Par ailleurs, nous avons noté l'absence de procès-verbal de réception pour le marché relatif à « la réalisation de dix (10) abris générateurs au sol pour le programme BAWAAN ». Du fait de ce manquement, il a été impossible d'évaluer le respect des délais d'exécution et l'application ou non des pénalités de retard.

1.3. Recommandations

Les recommandations portent notamment sur les points suivants:

1.3.1. Recommandations sur le dispositif des marchés publics

Nous recommandons à l'ANAMS de :

- communiquer les copies des actes de nomination des membres et suppléants de la Cellule de Passation des Marchés et de la Commission des Marchés à l'Autorité de Régulation des Marchés publics et à la Direction centrale des Marchés publics au plus tard le 05 janvier de chaque année conformément à l'article 6 de l'Arrêté n°011588 du 28/12/07 pris en application de l'article 36-4 du code des marchés publics.

1.3.2. Recommandations sur l'audit des Marchés

Appels d'Offres

Nous recommandons à l'ANAMS de :

- Respecter les délais d'approbation des marchés conformément à l'article 84-3 du Décret n°2011-1048 ;

- Respecter les délais entre l'ouverture des offres et la date de signature des contrats conformément aux articles 83 et 84 du décret n°2011-1048 ;
- Publier les attributions provisoires avant d'approuver les marchés conformément à l'article 84-1 du décret n°2011-1048 (les marchés sont transmis à la personne responsable du marché pour signature dans un délai minimum de 15 jours suivant la publication de l'avis d'attribution) ;
- Veiller au respect du délai de livraison prévu dans le contrat et appliquer le cas échéant les pénalités de retard fixées dans le Cahier des Clauses Administratives Générales pris en application de l'article 133 du décret n°2011-1048.
- Verser les procès-verbaux de réception dans les dossiers afin de permettre d'établir la conformité physique des travaux avec le PV de réception et d'évaluer par ailleurs le respect des délais d'exécution et l'application ou non des pénalités de retard.

Demandes de Renseignements et de Prix (DRP)

Nous recommandons à l'ANAMS de :

- mentionner les délais d'exécution dans les contrats conformément à l'article 13-6 du décret n°2011-1048 ;
- Etablir des attestations de services faits afin de justifier les prestations de services et d'évaluer par ailleurs le respect des délais d'exécution et l'application ou non des pénalités de retard.

II. CONTEXTE ET OBJECTIFS DE LA MISSION

2.1. Contexte de la mission

L'article 2 du Décret n°2007-546 du 25 avril 2007 portant organisation et fonctionnement de l'Autorité de Régulation des Marchés publics dispose en son alinéa 8 « l'ARMP est chargée de faire réaliser des audits techniques et/ou financiers en vue de contrôler et suivre la mise en œuvre de la réglementation en matière de passation, d'exécution et de contrôle des marchés et conventions. Dans ce cadre, l'ARMP commande, à la fin de chaque exercice budgétaire, un audit indépendant sur un échantillon aléatoire de marchés et conventions, transmet aux autorités compétentes les cas de violations constatées de dispositions réglementaires et établit des rapports périodiques sur l'exécution des marchés et conventions sur la base des

enquêtes et audits réalisés dont elle assure la publication et qu'elle transmet également aux autorités ».

C'est en application des dispositions précitées que l'ARMP entreprend cette année, comme elle l'a fait pour les années précédentes, une campagne de revue indépendante de la conformité de la passation des marchés des autorités contractantes au titre de l'exercice 2011.

2.1. Objectifs de la mission

La mission a pour objectif principal de vérifier la conformité du processus de passation et d'exécution des marchés conclus au cours de la période de référence par les autorités contractantes du Groupe II, afin de mesurer le degré de respect des dispositions et procédures édictées par le Code des Marchés publics. La mission vise les objectifs spécifiques suivants :

- se faire une opinion sur les procédures de passation de marchés adoptées pour les contrats sélectionnés ; l'opinion doit être fournie individuellement pour chaque autorité contractante ;
- vérifier la conformité des procédures aux principes généraux d'économie, d'efficacité, d'équité et de transparence, édictés par le Code des Marchés publics ;
- fournir autant que faire se peut, une opinion sur la qualité des contrats, incluant les aspects techniques et économiques ;
- identifier les cas de non-conformité des procédures par rapport aux dispositions du Code des Marchés publics, en particulier dans les cas de rejet d'offres moins-disants, de fractionnement de marchés, de non-respect des dispositions préalables à la mise en concurrence, des éléments constitutifs des cahiers des charges, des seuils fixés pour les avenants, des règles de publicité et de communication, etc. ; pour chacune des autorités contractantes, il s'agira de porter un jugement sur l'acceptabilité de telles situations au regard des dispositions du CMP ;
- procéder à la revue des plaintes des soumissionnaires pour évaluer l'exhaustivité, l'efficacité et la pertinence de leur traitement par l'autorité contractante et établir le pourcentage des plaintes traitées en conformité avec la réglementation en vigueur ; en ce qui concerne les plaintes finalement soumises au Comité de Règlement des Différends (CRD) de l'ARMP, le consultant examinera en outre le degré d'application par l'autorité

contractante, des décisions auxquelles elles ont donné lieu, de même que la pertinence desdites décisions ;

- pour les marchés sélectionnés atteignant les seuils de revue par la Direction Centrale des Marchés publics (DCMP), examiner la pertinence et la conformité à la réglementation des avis de cette structure ;
- dégager pour les contrats sélectionnés, les niveaux effectifs de décaissement par rapport aux niveaux d'exécution ;
- examiner les conditions d'attribution des marchés par entente directe en évaluant leur fréquence et leur conformité eu égard aux exigences réglementaires ; la compétitivité et le caractère raisonnable ou non des prix proposés dans les marchés par entente directe seront passés en revue ;
- examiner la conformité de l'organisation en matière de passation de marchés et, formuler, au regard des dispositions prévues par le CMP et ses textes d'application, des recommandations en ce qui concerne le fonctionnement et les capacités des commissions des marchés (CM), des cellules de passation des marchés (CPM) et des différents organes de contrôle interne ;
- examiner les éventuels indices de fraude et de corruption ou d'autres pratiques (manœuvres collusoires, manœuvres restrictives, manœuvres obstructives) telles qu'elles sont définies dans les Directives publiées par la Banque mondiale ;
- évaluer éventuellement le niveau de prise en compte des recommandations de l'audit précédent et leur application par l'Autorité contractante, ainsi que l'impact éventuel de ces mesures sur les pratiques au niveau de cette autorité ;
- formuler des recommandations pour le futur.

En ce qui concerne l'exécution des marchés, les prestations du Consultant devront porter sur :

- le contrôle de la qualité des contrats attribués en analysant les évolutions et modifications qualitatives et quantitatives de l'étendue de chaque contrat sur la base de la soumission et du marché initialement signé ;
- le contrôle de la situation des réceptions/livraisons pour vérifier le respect des dates et des quantités livrées / réceptionnées ; tout écart sera relevé et la manière dont il a été traité au niveau de l'autorité contractante sera examinée ;
- le contrôle des délais prescrits aux différentes étapes de l'exécution des marchés et du paiement des avances et des factures, en

cohérence notamment avec les spécifications du marché et le référentiel des délais d'exécution de la dépense publique ;

- l'état des marchés qui connaissent des difficultés d'exécution ;
- l'analyse des causes et conséquences des difficultés rencontrées.

Au plan du contrôle de la matérialité de l'exécution des marchés, des inspections physiques in situ devront être effectuées sur 25% des marchés en cours ou déjà exécutés par l'AC pour l'exercice concerné par la revue (en excluant les contrats non éligibles au contrôle physique) auxquels s'ajouteront les marchés ayant fait l'objet de litiges et ceux passés par entente directe. Le contrôle physique portera pour chaque marché sélectionné, sur les aspects suivants. Il s'agira de :

- vérifier la matérialité des dépenses effectuées ;
- faire un diagnostic sur l'état des ouvrages, équipements, fournitures, ou rapports (pour les prestations intellectuelles) par référence à leur prix, à leur description dans le marché et à leur état actuel, compte tenu de leur âge et leurs conditions d'utilisation ;
- s'assurer de la cohérence entre les biens livrés inspectés et les documents contractuels (le contrat et les pièces justificatives ayant servi au paiement) et donner un avis sur la conformité et la qualité ;
- s'assurer de la justification technique et financière des avenants et ordres de services signés ;
- vérifier l'existence d'une comptabilisation des biens au niveau de l'autorité contractante.

Plus précisément pour les marchés de travaux, les expertises pourraient porter sur :

- la conformité physique des travaux avec les PV de réception provisoire et définitive ;
- la qualité, la véracité et la sincérité des documents de contrôle par rapport aux constatations physiques pouvant être faites sur site ;
- l'état de fonctionnement des ouvrages ;
- les prix unitaires pratiqués pour les principales rubriques par rapport à ceux du marché ;
- la cohérence des quantités ;
- la mise à jour des malfaçons ;

- les dangers éventuels pouvant découler de certains ouvrages...

III. SELECTION DES MARCHES A AUDITER

Sur la base de la liste des marchés fournie par les Autorités contractantes du Groupe II dont la constitution est établie en annexe 1, après vérification de l'exhaustivité de chaque liste, nous allons procéder à l'échantillonnage des marchés conformément aux modalités arrêtées dans les TDR ; la liste des marchés à auditer devra inclure :

- au moins 15% des marchés dont les montants ont atteint les seuils de contrôle de la DCMP (non compris les marchés par entente directe) ;
- au moins 25% des marchés dont les montants sont compris entre les seuils de contrôle de la DCMP et les seuils de passation de marchés (en excluant les marchés par entente directe) ;
- au moins 25% des demandes de renseignements et de prix ;
- 100% des marchés passés par entente directe.

Pour chaque catégorie de marchés dont le nombre est inférieur à 10, la revue doit concerner l'ensemble des marchés passés.

Nous nous assurerons que les échantillons sont représentatifs des différents modes de passation des marchés, mais aussi des différentes catégories de marchés (fournitures et services, prestations intellectuelles, travaux).

La sélection sera effectuée sur la base d'un progiciel de tri aléatoire sans remise.

VI. METHODOLOGIE DE LA REVUE APPROFONDIE DES MARCHES

4.1. Etapes de la mission

La mission de revue se décline à travers les différentes étapes ci-après :

1. collecte de l'information au niveau de l'autorité contractante suite à une prise de contact ;
2. revue de l'organisation institutionnelle de chaque autorité contractante ;
3. échantillonnage des marchés à auditer ;

4. comparaison des données collectées auprès des structures avec celles des documents comptables (comptabilité administrative des administrateurs de crédits, SIGFIP, et autres documents selon la personnalité juridique de l'entité) et ajustement de nos sélections s'il existe des marchés non reportés sur la liste et exécutés par le processus requis ;
5. revue approfondie des marchés et contrôle qualité ;
6. élaboration préalable d'une note d'orientation ;
7. élaboration des rapports provisoires individuels et d'un rapport de synthèse ;
8. exploitation des réponses et observations venant des autorités contractantes ;
9. élaboration des rapports définitifs individuels et de synthèse.

4.2. Activités préalables au démarrage de la mission

Afin de garantir l'efficacité de la mission et la fiabilité des résultats, les tâches préparatoires suivantes ont été mises en œuvre.

4.2.1. La Préparation de la mission

Dans la perspective de garantir le démarrage de la mission dans des conditions optimales, l'ARMP a envoyé aux autorités contractantes et à la Direction générale des Finances, les correspondances suivantes :

- Une lettre d'information (n°001928 ARMP/DG/DAF du 06 décembre 2012) adressée aux Autorités contractantes pour les sensibiliser sur les objectifs et spécificités de la mission et les inviter à prendre les dispositions utiles pour rendre accessibles aux auditeurs tous les documents relatifs aux marchés visés (publicité préalable, dossiers de consultation, lettres de saisine, couverture budgétaire, offres des soumissionnaires, rapports d'évaluation des offres, traitement des plaintes, publication des attributions, contrats signés avec les titulaires des marchés, bordereaux de livraisons, justificatifs des paiements, cautions et enregistrements, attestation de bonne exécution...). Par ce courrier, il était également requis des AC la mise à disposition en un lieu unique, en l'occurrence la CPM, de toutes les informations requises, ainsi que la disponibilité au cours de la période de revue, des interlocuteurs intervenant dans les marchés.
- Une lettre (n°001929 ARMP/DG/DAF du 07 décembre 2012) adressée à la Direction générale des Finances pour une mise à disposition des données du SIGFIP, notamment les engagements marchés et les engagements hors marchés, afin de faciliter les recoupements afférents à l'exhaustivité des commandes effectuées par les entités de l'Etat. Ces informations du SIGFIP ont été reçues par le cabinet mais sous un format trop agrégé pour permettre

des contrôles d'exhaustivité ; à ce propos des requêtes complémentaires seront initiées aux fins de la mise à disposition de données additionnelles ;

- Un courrier d'introduction auprès des autorités contractantes (n°000028 ARMP/DG/DAF du 07 janvier 2013) pour confirmer le démarrage de la mission.

De son côté, le Cabinet a pris l'initiative, suite à la réunion d'information organisée par l'ARMP, de prendre contact avec toutes les structures à auditer, à qui une liste des documents à préparer a été soumise. Les documents suivants ont été requis, en fonction du statut de chaque autorité contractante:

- la liste complète de tous les marchés initiés en 2011 par mode de passation et par type de marchés ;
- l'avis général de passation des marchés au titre de l'exercice 2011 ;
- le budget de la gestion 2011 ;
- l'état d'exécution budgétaire de la gestion 2011 ;
- le plan de passation des marchés 2011 ;
- l'organigramme de la structure ;
- le manuel de procédures, le cas échéant ;
- les états financiers selon le type d'AC ;
- les extraits détaillés du compte de gestion, le cas échéant ;
- les balances (générale et auxiliaire fournisseur et immobilisation) selon le type d'AC ;
- les textes désignant les membres des commissions et de la CPM ainsi que ceux portant organisation de l'AC ;
- les rapports d'audit, le cas échéant.

4.2.2. Mise en place d'une équipe de coordination et d'appui au siège

Notre expérience de ce type de mission montre qu'il est d'une importance capitale de mettre en place une équipe au Siège. L'équipe d'appui du Siège sera composée d'un noyau centré autour du Cabinet et composé d'experts dotés d'une expérience significative en passation de marchés. Le recours à une expertise ponctuelle est également envisagé en cas de besoin.

Le support des équipes d'experts se concentrera sur quatre domaines clefs que nous avons identifiés comme étant cruciaux, et de nature à garantir la réussite la mission.

L'équipe d'appui du siège sera placée sous la responsabilité d'un spécialiste avéré en passation de marché et rompu aux missions d'audits techniques et de revue de procédures de passation de marchés.

Elle comprendra également un expert financier, un expert informaticien, un expert qualité ainsi qu'une assistante de direction. Cette équipe aura pour tâche essentielle d'aider le chef de mission dans sa fonction de pilotage et de coordination des activités, notamment dans le traitement des données collectées sur le terrain et dans la constitution des échantillons de marchés à cibler dans les différentes phases de la mission.

Il reste entendu que les membres de l'équipe d'appui peuvent être appelés à descendre sur le terrain pour prêter mains fortes aux experts et les aider à résoudre des problèmes ponctuels ou à faire face à une charge de travail exceptionnellement importante.

Le coordonnateur de l'équipe d'appui du siège aura un rôle central dans la revue qualité des rapports conformément aux procédures en vigueur.

4.3. Revue des procédures de passation des marchés

Dans le cadre de la planification de la mission, nous avons pris connaissance de l'ensemble des actes législatifs, réglementaires et normatifs qui régissent l'organisation des marchés publics au Sénégal. Nous avons pris en compte les spécificités de la mission à réaliser et avons établi, un cadre pour la méthodologie proposée et l'approche d'audit à suivre.

En début de mission, nous avons pris contact avec les AC et un courrier leur a été envoyé avec comme requête de nous communiquer les informations pertinentes pour la mission.

Nous avons sélectionné et validé un échantillon représentatif par type de contrat, taille et mode de passation des marchés ; l'échantillon sera composé conformément aux modalités décrites dans les termes de référence (TDR) et aux normes et pratiques en vigueur en matière d'audit. Le processus d'échantillonnage est d'essence aléatoire.

Pour chacune des catégories de marchés, nous avons veillé à une distribution adéquate en prenant en compte à la fois les différents modes de passation et natures de marchés (fournitures et services, prestations intellectuelles, travaux). Cependant ce réajustement n'a pas été possible pour certaines structures qui, compte tenu de leurs spécificités, ne passent qu'une catégorie bien déterminée de marchés (prestations intellectuelles ou fournitures par exemple).

Au niveau de chaque autorité contractante, nous allons nous assurer de la conformité des organes en charge des marchés et de leur processus de mise en place et évaluer ensuite leur efficacité.

De plus, nous allons mener des tests sur chaque échantillon de contrats sélectionné. Ces tests nous permettent de nous assurer de la traçabilité des contrats, de l'expression

du besoin jusqu'au paiement. Ils nous permettront d'identifier les procédures appliquées par les autorités contractantes et leur conformité avec le CMP et de statuer sur leur efficacité et leur transparence.

Les tests qui sont mis en œuvre pour la revue des procédures de passation des marchés comprennent outre l'analyse institutionnelle et organisationnelle, une vérification des éléments suivants:

- procédure de budgétisation/couverture budgétaire ;
- publicité préalable ;
- adéquation du mode de passation de marché avec l'enveloppe budgétaire et la nature de la commande (travaux, fournitures ou services) ;
- rapports d'évaluation des offres ;
- traitement des plaintes ;
- respect des obligations contractuelles (exécution par le titulaire du marché et paiement par l'autorité contractante) ;
- conformité à certaines dispositions particulières du CMP telles que l'inscription préalable des marchés dans les plans et avis généraux de passation de marchés, l'attribution aux moins disant qualifiés, le non fractionnement de marchés, les conditions préalables de mise en concurrence, les réponses aux demandes d'éclaircissement des candidats, l'approbation des marchés par les autorités compétentes, les éléments constitutifs des cahiers des charges, les seuils des avenants, le respect des délais d'exécution, les cas de résiliation, etc.

Pour chaque marché ou DRP, une fiche (check-list) a été méticuleusement renseignée. L'ensemble des fiches ont servi de base à une analyse des tendances ainsi qu'à la déduction de statistiques pertinentes pour fonder une opinion sur la gestion d'un ou de plusieurs types de marchés ainsi que sur les performances de chaque autorité contractante.

4.4. Audit de l'exécution physique des marchés

Conformément aux termes de référence (TDR), nous allons procéder à un échantillonnage de marchés devant faire l'objet de contrôle physique (vérification de la matérialité). Cet échantillonnage exclut logiquement les marchés de nettoyage de locaux, de désherbage, de reprofilage léger de routes, etc., objet de prestations à durée éphémère. Les vérifications seront faites sur la base des procès-verbaux de réception, des documents de comptabilité des matières, et des visites de terrains.

L'objectif global de cette étape de la mission est de permettre à l'ARMP de se former une opinion sur la conformité de l'exécution technique au sens large, sur la base d'un échantillon de projets d'infrastructures.

L'audit technique est articulé sur les points suivants :

- conformité technique et qualité des prestations exécutées ;
- revue de la conduite générale des projets ;
- vérification de la conformité des dépenses effectuées.

Il débouche sur la formulation de recommandations relatives aux points suivants :

- i) mesures correctives permettant d'éviter que les éventuelles anomalies observées n'aient un impact sur la qualité du projet et sa durabilité dans les horizons prévus ;
- ii) principaux enseignements généraux de cet audit pour des actions futures.

4.5. Contrôle de la qualité de la revue

Le contrôle de qualité qui relève d'une exigence interne du Cabinet a pour objet de s'assurer que l'équipe a réalisé la mission dans le respect des normes internationales et des exigences des termes de référence de la mission.

De plus, au cours de l'audit des procédures de passation des marchés, comme lors des vérifications relatives à l'exécution physique, l'expérience pratique de nos experts sera mise à profit pour détecter tous les indices de fraudes et de corruption qui peuvent donner lieu, en fonction de leur gravité, soit à un examen approfondi dans le cadre de la présente mission, soit à une proposition d'ouverture d'enquête au niveau de l'ARMP.

4.6. Synthèse des constats et appréciation des tendances générales

Pour chaque structure auditée, les constats sont systématiquement relevés et classés en fonction de leur fréquence d'occurrence. Sur cette base, nous allons proposer des mesures appropriées et dont la faisabilité est établie, pour l'éradication des dysfonctionnements notés avec une claire définition des modalités de mise en œuvre. Suite à cette revue, nous allons établir des statistiques sur les marchés en procédant, en particulier, à une analyse comparative de l'utilisation de méthodes non ou peu compétitives (ententes directes, appels d'offres restreints, avenants, DRP...).

Cet exercice sera facilité par le recours à un outil informatique que nous avons conçu pour les besoins de la mission.

En effet, la bonne exécution de la mission requiert la mise en place d'un support informatique qui sera utile tant pour les aspects liés à la passation des marchés que pour la partie technique. En effet, les annexes 2 à 8 de la demande de propositions permettent en l'état une analyse qualitative qui ne serait pertinente que si elle est précédée d'un recueil de données quantitatives. Pour ce faire, les annexes 2 à 8 sont transformées en questionnaires joints en annexe 3 du présent rapport. Les données ainsi recueillies permettent d'établir des statistiques sur les marchés (Cf. points 11-d des TDR) mais de manière générale sur tous les aspects liés à la passation des marchés et à leur exécution.

Les auditeurs disposent d'un « masque de saisie » qui leur permet d'enregistrer toutes les données relatives à la passation et à l'exécution des marchés. ;

Dans un deuxième temps, toutes les données sont centralisées dans un fichier unique sur lequel sont effectués les traitements (compilations statistiques, contrôle, calculs de délais, vérification de la cohérence des données, etc.).

Cet outil informatique présente des avantages significatifs pour la conduite des travaux d'audit des marchés, parmi lesquels on peut noter :

- ❑ la structuration préalable des champs (i.e. les « zones de saisie ») prévus pour la captation des données traitées et leur cohérence permet d'éviter des traitements inutiles et/ou des interprétations différenciées selon la perception de chaque auditeur
- ❑ l'exhaustivité des données à saisir, du fait qu'elles sont pré identifiées, facilite leur collecte puis leur saisie par les auditeurs ;
- ❑ enfin, le logiciel utilisé facilite l'élaboration des constats, à travers la production de tableaux de synthèse qui mettent en évidence les résultats sous forme thématique et transversale ; sous cet angle, il présente les atouts suivants :
 - une aide à la décision/expression de l'opinion ;
 - une standardisation de la présentation des résultats ;
 - une production automatisée de statistiques.

Cependant, la procédure informatique présente une limite pour les autorités contractantes qui ne passent pas un nombre important de marchés. Elle n'en demeure pas moins incontournable pour des conclusions rigoureuses et pertinentes.

4.7. Revue des marchés litigieux et des marchés par entente directe

Un Spécialiste en passation de marchés en régulation passe en revue les dossiers relatifs aux litiges concernant des marchés passés par les AC du groupe II au cours de la période sous revue.

Après une analyse statistique des décisions (fréquence des AC impliquées, typologie des marchés litigieux, pourcentage des requérants déboutés, etc.), nous procéderons, conformément aux exigences des TDR, à la revue des conditions de traitement des litiges en termes de délais et de respect des procédures mais également à une analyse de la pertinence des décisions.

4.8. Restitution des rapports

A la fin de l'audit, nous tenons une réunion de clôture entre l'équipe d'audit et les responsables de chacune des autorités contractantes. Le but de la réunion est de revoir les constatations de l'audit. Chaque autorité contractante fait l'objet d'un rapport distinct. Nos rapports sont présentés en deux étapes:

- rapport provisoire ;
- rapport final.

V. ANALYSE DU DISPOSITIF INSTITUTIONNEL ET REGLEMENTAIRE

Le système sénégalais des marchés publics est organisé dans un cadre juridique comprenant une partie législative et une partie réglementaire

5.1. Le cadre institutionnel et réglementaire

Il est régi par un ensemble de textes parmi lesquels on peut noter :

- Directive n°4/2005/CM/ UEMOA du 09 Décembre 2005 portant procédures de passation, d'exécution et de règlement des marchés publics et des délégations de service public dans l'Union économique et monétaire ouest africaine ;

- Directive n°5/2005/CM/UEMOA du 09 Décembre 2005 portant contrôle et régulation des marchés publics et des délégations de service public dans l'Union économique et monétaire ouest africaine ;
- Loi organique n°2007-29 du 10 Décembre 2007 modifiant la loi organique 2001-09 du 15 Octobre 2001 relative aux lois de Finances ;
- Loi n° 2006-16 du 30 juin 2006 modifiant la loi 65-61 du 19 Juillet 1965 portant Code des Obligations de l'Administration ;
- Loi n° 2003-101 du 13 Mars 2003 portant Réglementation générale sur la comptabilité publique ;
- Loi n°90-07 du 26 juin 1990 relative à l'organisation et au contrôle des entreprises du secteur parapublic et au contrôle des personnes morales de droit privé bénéficiant du concours financier de la puissance publique ;
- Loi n°96-06 du 22 mars 1996 portant code des collectivités locales, modifiée ;
- Loi n°99-20 du 04 Mai 2009 portant loi d'orientation sur les Agences d'exécution ;
- Décret n°2007-0434 du 23 Mars 2007 modifiant le décret n°81-844 du 20 Aout 1981 relatif à la comptabilité des matières appartenant à l'Etat, aux Collectivités locales et aux Etablissements publics ;
- Décret n°2005-576 du 22 Juin 2005 portant charte de Transparence et d'Ethique en matière de marchés publics ;
- Décret n°2007-545 du 25 Avril 2007 portant Code des marchés publics, modifié par le décret 2010-1188 du 13 Septembre 2010, lui-même modifié par le Décret n°2011-1048 du 27 Juillet 2011 ;
- Décret n°2007-546 du 25 Avril 2007 portant organisation et fonctionnement de l'Autorité de Régulation des Marchés Publics (ARMP), modifié par le décret 2010-1396 du 20 Octobre 2010 ;
- Décret n° 2007-547 du 25 Avril 2007 portant création de la Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP) ;
- Arrêté n°11580/ PM/ du 28 Décembre 2007 pris en application des dispositions de l'article 138 du CMP fixant les seuils de contrôle a priori des dossiers de passation des marchés ;
- Arrêté 11583/MEF/du 28 Décembre 2007 pris en application de l'article 111 du CMP fixant les seuils en dessous desquels il n'est pas requis de garantie de soumission ;

- Arrêté n°11584/MEF/ du 28 Décembre 2007 pris en application de l'article 112 du CMP fixant les seuils à partir desquels il est requis une garantie de bonne exécution ;
- Arrêté n°11585 /MEF/ du 25 Décembre 2007 pris en application de l'article 77-3 du CMP relatif aux commandes pouvant être dispensées de la forme écrite et donner lieu à règlement sur mémoires ou factures ;
- Arrêté n°11586/MEF/ du 27 Décembre 2007 pris en application de l'article 35 du CMP relatif aux cellules de passation des marchés des autorités contractantes ;
- Arrêté n°11587 /MEF du 28 Décembre 2007 pris en application de l'article 45-e du CMP fixant le modèle d'engagement des candidats à respecter les dispositions de la Charte de Transparence et d'Ethique en matière de Marchés publics ;
- Arrêté n° 11588/MEF/ du 27 Décembre 2007 pris en application de l'article 36-1 du CMP et fixant le nombre et les conditions de désignation des membres des commissions des marchés des autorités contractantes ;
- Circulaire n°0004/PM/CAB/CP du 31 Mars 2009 portant Instruction pour la mise en œuvre de la procédure de Demande de Renseignements et de Prix (DRP) prévue par les dispositions de l'article 78 du CMP ;
- Décision n°0001/CRMP du 06 Mars 2008 fixant les délais impartis à la DCMP pour examiner les dossiers qui lui sont soumis.

5.2. Les organes chargés de la passation des marchés

La passation des marchés publics relève d'un processus d'une certaine complexité et nécessite un suivi particulier. Aussi, le Décret n°2007-545 du 25 Avril 2007 a-t-il prévu au niveau de chaque AC, la mise en place d'une Cellule de Passation des Marchés et d'une Commission des Marchés, structures encadrées respectivement par les articles 35 et 36 du Code des Marchés Publics.

5.2.1 La Cellule de Passation des Marchés (CPM)

Au niveau de chaque AC, il est mis en place une Cellule de Passation des Marchés chargée de veiller à la qualité des dossiers de passation des marchés ainsi qu'au bon fonctionnement de la Commission des Marchés. Les attributions de la CPM sont

définies par l'Arrêté n°11586/MEF du 28 Décembre 2007. Elles portent en particulier sur :

- l'examen préalable de tout document à soumettre à l'autorité contractante en matière de marchés publics ;
- l'établissement, en début d'année du Plan de Passation des Marchés ;
- la tenue du secrétariat de la Commission des Marchés
- l'établissement de rapports trimestriels sur la passation et l'exécution des marchés.

5.2.2. La Commission des Marchés

L'Arrêté n°11588/MEF/du 28 Décembre 2007 détermine la composition des commissions des marchés, et fixe le nombre de leurs membres. La commission des marchés est chargée notamment :

- de recevoir les offres des candidats à l'heure et à la date fixées par le DAO ;
- de les évaluer conformément aux prescriptions des cahiers de charges ;
- de proposer un attributaire provisoire à l'autorité contractante.

Les membres de la CPM et de La CM doivent appartenir au moins à la hiérarchie B.

5.3. Les organes de contrôle et de régulation

Le Décret n°2007-545 /MEF du 25 Avril 2007 portant Code des Marchés publics distingue les fonctions de contrôle de celles de régulation et les répartit entre deux entités qui constituent les piliers du système.

5.3.1. La Direction centrale des Marchés publics (DCMP)

Le contrôle à priori est confié à la DCMP qui émet des avis sur les dossiers types, les attributions selon des seuils fixés et procède à l'immatriculation des marchés dûment approuvés.

La DCMP, structure administrative placée sous l'autorité du Ministre de l'Economie et des Finances, est créée par le Décret n°2007-545 du 25 Avril 2007.

5.3.2. L'Autorité de Régulation des Marchés publics (ARMP)

L'ARMP dont l'organisation et le fonctionnement découlent du Décret 2007-546 du 25 Avril 2007 comprend trois structures essentielles :

- le Conseil de régulation (CR) chargé de l'orientation ;

- le Comité de règlement des différends (CRD) qui statue sur les litiges non juridictionnels ;
- la Direction générale chargée de la gestion et de l'application de la politique générale de l'ARMP sous le contrôle du Conseil de Régulation.

5.4. Modifications apportées par le Décret n°2011-1048 du 27 Juillet 2011 portant Code des Marchés publics

Le processus de réforme des textes relatifs à la commande publique répond aux soucis d'équité, de transparence, d'économie et d'efficacité dans la gestion des deniers publics. Ainsi, tous les acteurs de la commande publique sont chacun à son niveau, concernés par les réformes dans le secteur des Marchés publics. Il est important de souligner que ces réformes interviennent suite à un diagnostic approfondi des procédures de passation des marchés par le moyen d'une revue analytique du système effectué depuis 2003.

Ces réformes entrées en vigueur en janvier 2008, se sont traduites par la signature du Décret n°2007-545 du 25 avril 2007 portant code des Marchés publics abrogeant celui de 2002.

Confronté à la réalité du terrain, ledit décret a subi plusieurs modifications en vue de son adaptation au contexte de sa mise en œuvre. En définitive, du fait des insuffisances révélées dans la pratique, il a été abrogé et remplacé par le Décret n°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant code des Marchés publics qui reprend pratiquement le 2007-545 du 25 avril 2007 avec certaines modifications qui portent principalement sur :

- Le champ d'application
- Les dérogations
- Les exclusions
- Les opérations préalables
- Les modes de passation et/ou les contrôles
- Les procédures avec consultation restreinte
- Les DRP
- La procédure d'entente directe
- La Possibilité d'une contractualisation pluriannuelle qui est désormais élargie à tous les marchés d'entretien.

Les modifications ont en outre porté sur le processus d'immatriculation des marchés clairement dévolu à la DCMP, ainsi que sur l'interdiction de cumul des fonctions d'autorité signataire et de celles d'autorité approbatrice.

Le CMP a enfin défini de manière exhaustive les conditions de participation aux appels d'offres des entreprises publiques et posé pour les soumissionnaires l'obligation de s'acquitter de la redevance de régulation des marchés publics.

VI. AUDIT DE LA PASSATION ET DE L'EXECUTION DES MARCHES

6.1. Audit de la passation des marchés

6.1.1. Constats généraux

Commission des Marchés et Cellule de Passation des Marchés

Les actes de nomination des membres de la Commission des Marchés et de la Cellule de Passation des Marchés n'ont pas été communiqués à l'Autorité de Régulation des Marchés publics et à la Direction centrale des Marchés publics dans les délais requis. Les décisions de nomination des membres de la CPM et de la CM sont datées du 17 janvier 2011 alors qu'elles devraient être communiquées à la l'ARMP et la DCMP au plus tard le 05 janvier de chaque année conformément à l'article 6 de l'Arrêté n°011588 du 28/12/07.

6.1.2. Appel d'Offres (AO)

6.1.2.1. Non respecté du délai d'approbation des contrats

Le délai de 30 jours entre la date de soumission à l'approbation et la date d'approbation effective n'a pas été respecté pour le marché relatif à la réalisation de dix abris générateurs au sol pour le programme BAWAAN.

6.1.2.2. Absence de PV de réception

Le procès-verbal de réception du marché relatif à «la réalisation de dix (10) abris générateurs au sol pour le programme BAWAAN» n'a pas été mis à notre disposition. Du fait de ce manquement, il a été impossible d'établir la conformité

physique des travaux avec le PV de réception et d'évaluer par ailleurs le respect des délais d'exécution et l'application ou non des pénalités de retard.

6.1.2.3. Non-respect du délai de livraison

Les délais de livraison prévus dans les contrats n'ont pas été respectés pour les marchés relatifs à « l'acquisition d'équipements d'exploitation du réseau d'observation et de modernisation des instruments météorologiques » (Un retard de 40 jours est observé) et à « l'acquisition de Produits d'ensemencement des nuages pour le programme BAWAAN ». Ce marché devrait être livré depuis le 13 avril 2011.

6.1.2.4. Approbation du marché avant publication de l'attribution provisoire

Les contrats ont été approuvés avant la publication de l'attribution provisoire pour les marchés relatifs à « la réalisation de 10 abris générateurs au sol pour le programme BAWAAN » et « l'acquisition de véhicules pour le PPP BAWAAN ».

6.1.2.5. Décalages excessifs entre l'ouverture des offres et la signature des marchés

Des décalages de plus de quatre (04) mois ont été constatés entre l'ouverture des offres et la signature des marchés relatifs à :

- l'acquisition d'équipements d'exploitation du réseau d'observation et de modernisation des instruments météorologiques ;
- la réalisation de dix (10) abris générateurs au sol pour le programme BAWAAN ;
- l'acquisition de Produits d'ensemencement des nuages pour le programme BAWAAN.

6.1.3. Demandes de Renseignements et de Prix (DRP)

6.1.3.1. Non inscription des délais d'exécution dans les contrats

Les délais d'exécution ne sont pas explicitement inscrits dans les contrats des dossiers des DRP suivantes :

- Acquisition de futs de 160 Kg d'acétone dans le cadre de la campagne d'ensemencement des nuages ;
- Acquisition et consignation de 80 bouteilles de gaz butane ;
- Entretien et Maintenance du Matériel Informatique ;
- Acquisition de carnets de diagramme, d'imprimés météo, de feuilles TCM et de bandes héliographes pour les stations météorologiques ;
- Acquisition et installation d'un (01) onduleur de 30KVA ;

- Fourniture de cartouches d'imprimantes et matériels de bureau ;
- Entretien et réparation du parc automobile de l'ANAMS ;
- Acquisition et installation de mobiliers de bureau ;
- Entretien et réparation des climatiseurs et split du siège de l'ANAMS.

6.1.3.2. Les intervalles de variation entre les offres sont très réduits

Les intervalles de variation entre les offres sont très réduits pour les DRP suivantes :

- Entretien et réparation du parc automobile de l'ANAMS ;
- recrutement de personnel temporaire : 02 observateurs, 01 Assistante en Ressources Humaines, 01 Technicien en Maintenance ;
- Entretien et Maintenance du Matériel Informatique ;
- Location de car pour les experts Marocains.

6.2. Audit de l'exécution financière

6.2.1. Consistance des travaux d'audit du volet financier

Les travaux ont été réalisés au niveau de l'ANAMS pour nous assurer de :

- l'inscription de la dépense dans le budget de la société ;
- l'existence d'un Bon de commande ;
- l'existence d'un bon de livraison ou de PV de réception signé par les personnes habilitées;
- la pratique de prix raisonnables ;
- la conformité du contrat et de son enregistrement ;
- la conformité des clauses contractuelles et de leur respect.

6.2.2. Constats d'audit sur le volet de l'exécution financière

L'absence de délais d'exécution dans les contrats de huit (08) DRP ne permet pas d'évaluer le respect des délais d'exécution et l'application ou non des pénalités de retard.

6.3. Audit de l'exécution physique des marchés

ECHANTILLON AUDIT PHYSIQUE				
Description	Bénéficiaire	Montant	Observations	Commentaires AC
Acquisition d'Equipements Informatiques pour l'ANAMS	Office Informatique	61 41 602	<p>Le marché est réceptionné et conforme au contrat.</p> <p>Il s'agit de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 05 Serveurs HP ML 350 G6; - 28 Ordinateurs de bureau PC50B ; - 04 Stations de travail HP Z600; - 01 Serveurs d'archivage de données haute capacité ; - 02 Armoire rack 42 U ; - 01 Imprimante laser multifonction couleur et monochrome HP ; - 07 Imprimantes laser noir et blanc HP 4015 ; - 01 Ordinateur portable Sony; - 01 MAC BOOK pro. 	
Acquisition d'équipements d'exploitation du réseau d'observation et de modernisation des instruments météorologiques pour l'ANAMS.	SAREDICA SARL	32 885 597	<p>Le marché est réceptionné et conforme au contrat.</p> <p>Il s'agit de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 05 Thermo sol coude à 90° BULBE A-10CM ; - 05 Thermo sol coude à 90° BULBE A-20CM ; - 05Thermo sol droit-50CM ; - 05Thermo sol droit-100CM ; - 04 Thermographes Panoramiques - 151+65°c ; - - 04 Hydrographes Panoramiques à100°c ; 	

			<ul style="list-style-type: none"> - 04 Barographes grand modèle, 65 ajustable ; - 05 Pluviographes 3025 simplifiée ; - 120 Thermomètres à maxima tropical-11+71°C ; - 05 Evaporomètres de piche avec pince buvard. 	
Acquisition d'un PICK UP 4X4 double cabine pour le programme "BAWAAN"	CFAO Motors	35 892 000	Le marché est réceptionné et conforme au contrat. Il s'agit d'un véhicule PICK UP TOYOTA 4X4 AD-18551.	
Acquisition d'un PICK UP 4X4 double cabine pour le programme "BAWAAN"	CFAO Motors	35 892 000	Le marché est réceptionné et conforme au contrat. Il s'agit d'un véhicule PICK UP TOYOTA 4X4 AD-18552.	
Acquisition d'un véhicule utilitaire pour le programme "BAWAAN"	Espace Auto	7 900 000	Le marché est réceptionné et conforme au contrat. Il s'agit d'une TOYOTA AD-18690.	
Acquisition et installation d'un onduleur de 30KVA au niveau de l'ANAMS.	Richard Equipement	7 974 735	Le marché est réceptionné et conforme au contrat. Il s'agit d'un onduleur de 30KVA (SOCOMEK Innovative Power Solutions UPS).	
Total échantillon		182 085 934		
Total		369 731 562		
Taux de couverture		49%		

Nos travaux sur l'exécution physique de notre échantillon n'appellent pas de remarques particulières.

Nous avons par ailleurs noté l'absence de procès-verbaux de réception pour le marché relatif à « la réalisation de dix (10) abris générateurs au sol pour le programme BAWAAN ». Du fait de ce manquement, il a été impossible d'évaluer le respect des délais d'exécution et l'application ou non des pénalités de retard.

VII. RECOMMANDATIONS

7.1. Recommandations sur le dispositif des marchés

Nous recommandons à l'ANAMS de :

- communiquer les copies des actes de nomination des membres de la commission des marchés et leurs suppléants à l'Autorité de Régulation des Marchés publics et à la Direction centrale des Marchés publics au plus tard le 05 janvier de chaque année conformément à l'article 6 de l'arrêté n°011588 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 36-4 du code des marchés publics.

7.2. Recommandations relatives aux marchés

7.2.1. Recommandations relatives aux appels d'offres

Nous recommandons à l'ANAMS de :

- respecter les délais d'approbation des marchés conformément à l'article 84-3 du Décret n°2011-1048 ;
- respecter les délais entre l'ouverture des offres et la date de signature des contrats conformément aux articles 83 et 84 du décret n°2011-1048 ;
- publier les attributions provisoires avant d'approuver les marchés conformément à l'article 84-1 du décret n°2011-1048 (les marchés sont transmis à la personne responsable du marché pour signature dans un délai minimum de 15 jours suivant la publication de l'avis d'attribution) ;
- veiller au respect du délai de livraison prévu dans le contrat et appliquer les pénalités de retard fixées dans le Cahier des Clauses Administratives Générales pris en application de l'article 133 du décret n°2011-1048 ;

- verser les procès-verbaux de réception dans les dossiers de marchés afin de permettre d'établir la conformité physique des travaux avec le procès-verbal de réception et d'évaluer par ailleurs le respect des délais d'exécution et l'application ou non des pénalités de retard.

7.2. 2. Recommandations relatives aux DRP

Nous recommandons à l'ANAMS de :

- mentionner les délais d'exécution dans les contrats conformément à l'article 13-6 du décret n°2011-1048 afin de permettre la vérification du respect des délais d'exécution et l'application ou non des pénalités de retard.

VIII. ANNEXES

**ANNEXE 1 :
FICHE DE PROJET**

APPEL D'OFFRES OUVERT (AOO) : Réalisation de 10 abris générateurs au sol pour le programme BAWAAN	
Description	Marchés
Date d'invitation	04/05/2011
Date de dépôt des offres	08/06/2011
Attributaire	MBS
Date du contrat	28/10/2011
Montant du marché	58 267 385 F CFA TTC
Date de réception	Pas de PV de réception
<p>Les candidats suivants ont déposé une offre</p> <ul style="list-style-type: none"> • Quali Bat Building 85 665 995 F CFA • Hydro System 81 801 789 F CFA • MBS 58 267 385 F CFA <p>Le marché a été attribué au candidat MBS dont l'offre se trouve être la moins disant et conforme aux spécifications techniques.</p>	
Non conformités	<ul style="list-style-type: none"> - Absence de PV de réception ; - Non-respect du délai (30 jours) entre la date de soumission à l'approbation et la date d'approbation effective (date de soumission à l'approbation le 01/08/2011 et date de d'approbation effective le 28/10/2011); - Décalage de plus de quatre (04) mois entre l'ouverture des offres et la date de signature du contrat lié à l'absence d'un Président de Conseil d'Orientation (PCO).
Recommandations	<ul style="list-style-type: none"> - Verser le PV de réception dans le dossier afin de permettre d'établir la conformité physique des travaux avec le PV de réception et d'évaluer par ailleurs le respect des délais d'exécution et l'application ou non des pénalités de retard; - Respecter les délais d'approbation des marchés conformément à l'article 84-3 du décret n°2011-1048 ; - Respecter les délais entre l'ouverture des offres et la date de signature des contrats conformément aux articles 83 et 84 du décret n°2011-1048.
Commentaires de l'AC	
Appréciation du Cabinet	

APPEL D'OFFRES OUVERT (AOO) : Acquisition de Produits d'ensemencement des nuages pour le programme BAWAAN	
Description	Marchés
Date d'invitation	23/11/2011
Date de dépôt des offres	23/12/2011
Attributaire	WTC
Date du bon de commande	08/03/2012
Date du contrat	15/05 /2012
Montant du marché	39 951 413 F CFA TTC
Date de réception	Le marché n'a pas encore été réceptionné ; il a fait l'objet d'un avenant à la date du 11/01/2013.
<p>Les candidats suivants ont déposé une offre :</p> <ul style="list-style-type: none"> • WTC 39 951 413 • SAREDICA 40 462 200 <p>Le marché a été attribué au candidat WTC dont l'offre se trouve être la moins disant et conforme aux spécifications techniques. Il a fait l'objet d'un avenant à la date du 11/01/2013 suite au changement de compte bancaire du fournisseur. Le délai de livraison est de 30 jours après réception du bon de commande. Le bon de commande a été reçu par le fournisseur à la date du 13 mars 2011. Le présent avenant est sans incidence financière et les autres dispositions du contrat initial n°F0561/12 du 15/05/2012 restent sans changement.</p>	
Non conformités	<ul style="list-style-type: none"> - Plus de quatre (04) mois se sont écoulés entre l'ouverture des offres et la signature du contrat ; - Non-respect du délai de livraison prévu dans le contrat. Le marché devrait être livré depuis le 13 avril 2011
Recommandations	<ul style="list-style-type: none"> - Respecter les délais entre l'ouverture des offres et la date de signature des contrats conformément aux articles 83 et 84 du décret n°2011-1048 ; - Veiller au respect du délai de livraison prévu dans le contrat et appliquer le cas échéant les pénalités de retard fixées dans les Cahiers des Clauses Administratives Générales pris en application de l'article 133 du décret n°2011-1048.
Commentaires de l'AC	
Appréciations du cabinet	

APPEL D'OFFRES OUVERT (AOO) : Equipements et instruments du réseau d'observation météorologiques et de modernisation	
Description	Marchés
Date d'invitation	13/10/2011
Date limite de dépôt des offres	16/11/2011
Attributaire	SAREDICA
Date du contrat	23/03/2012
Montant du marché	32 885 597 F CFA TTC
Date de réception	28/09/2012
<p>Les candidats suivants ont déposé une offre</p> <ul style="list-style-type: none"> • SAREDICA 32 885 597 F CFA • CAFOMT 43 219 000 F CFA <p>Le marché a été attribué au candidat SAREDICA dont l'offre se trouve être la moins disant et conforme aux spécifications techniques.</p>	
Non conformités	<ul style="list-style-type: none"> - Décalage de 40 jours entre le délai de livraison dans le contrat et le délai de livraison effectif ; - Décalage excessif de 4 mois entre le dépôt des offres et la signature du marché.
Recommandations	<ul style="list-style-type: none"> - Veiller au respect des délais de livraison prévus dans le contrat et appliquer le cas échéant les pénalités de retard prévues dans le cahier des clauses Administratives et Générales pris en application de l'article 133 du décret n°2011-1048 ; - Respecter les délais entre l'ouverture des offres et la date de signature des contrats conformément aux articles 83 et 84 du décret n°2011-1048.
Commentaires de l'AC	
Appréciation du Cabinet	

APPEL D'OFFRES OUVERT (AOO) : Acquisition de véhicules pour le PPP « BAWAAN » (lot 1 (02) Pick up 4X4 double cabine)	
Description	Marchés
Date d'invitation	17/06/2011
Date limite de dépôt des offres	21/07/2011
Attributaire	CFAO MOTORS
Date du bon de commande	27/10/11
Date du contrat	30/09/11
Montant du marché	35 892 000 F CFA TTC
Date de réception	16/11/11
Trois offres ont été reçues dont une seule offre a été évaluée conforme <ul style="list-style-type: none"> • CFAO 35 892 000 F CFA TTC • SERA 35 360 000 F CFA TTC • ESPACE AUTO 23 000 000 F CFA TTC Le marché a été attribué au candidat CFAO dont l'offre est la troisième la moins disant mais la seule conforme suite à l'avis de la DCMP du 30 septembre 2011. Les offres de SERA et ESPACE AUTO ne sont pas conformes aux spécifications techniques telles que le freinage ABS ou équivalent, aide freinage d'urgence AFU ou équivalent et lève-vitre électrique.	
Non conformités	- Publication de l'attribution provisoire le 06/10/2011 ; Approbation du marché le 30/09/2011 (l'approbation du marché intervient avant la publication de l'attribution provisoire).
Recommandations	- Approuver le marché après la publication de l'attribution provisoire conformément à l'article 84 du Décret n°2011-1048.
Commentaires de l'AC	
Appréciation du Cabinet	

APPEL D'OFFRES OUVERT (AOO) : Acquisition de véhicule pour le programme des pluies provoquées (PPP) « BAWAAN » (lot 2 : un (01) véhicule)	
Description	Marchés
Date d'invitation	17/06/2011
Date limite de dépôt des offres	21/07/2011
Attributaire	Espace Auto
Date du bon de commande	27/10/11
Date du contrat	03/10/11
Montant du marché	7 900 000 F CFA TTC
Date de réception	07/12/11
<p>Les candidats suivants ont déposé une offre</p> <ul style="list-style-type: none"> Espace Auto 7 900 000 SERA 9 900 000 CFAO 10 748 000 <p>Le marché a été attribué au candidat Espace Auto dont l'offre se trouve être la moins disant et conforme aux spécifications techniques.</p>	
Non conformités	- Publication de l'attribution provisoire 06/10/2011 ; Approbation 03/10/2011 (l'approbation du marché est intervenue avant la publication de l'attribution provisoire).
Recommandations	- Approuver le marché après la publication de l'attribution provisoire conformément à l'article 84-1 du Décret n°2011-1048.
Commentaires de l'AC	
Appréciation du Cabinet	

APPEL D'OFFRES OUVERT (AOO) : Acquisition d'équipements informatiques pour l'ANAMS	
Description	Marchés
Date d'invitation	17/06/2011
Date limite de dépôt des offres	21/07/2011
Attributaire	OFFICE INFORMATIQUE
Date du bon de commande	06/01/2012
Date du contrat	28/10/2011
Montant du marché	61 541 602 F CFA TTC
Date de réception	09/01/2012
<p>Les candidats suivants ont déposé une offre :</p> <ul style="list-style-type: none"> • OFFICE INFORMATIQUE 61 541 602 • PLATEFORM TECHNOLOGIES 85 639 064 • SANA SERVICES 63 248 000 <p>Le marché a été attribué au candidat OFFICE INFORMATIQUE dont l'offre se trouve être la moins disant et conforme aux spécifications techniques.</p>	
Non conformités	
Recommandations	
Commentaires de l'AC	
Appréciation du Cabinet	

DRP Entretien et réparation des climatiseurs et split du siège de l'ANAMS	
Description	Marchés
Date d'invitation	24/08/2011
Date limite de dépôt des offres	13/09/2011
Attributaire	SOGEF SARL
Date du bon de commande	-
Date du contrat	06/10/2011
Montant du marché	2 293 920 F CFA TTC
Date de réception	11/10/2011
Cinq (05) candidats ont été consultés et deux (02) candidats ont déposé une offre. Il s'agit de : <ul style="list-style-type: none"> • SOGEF 2 293 920 F CFA • ETS Souleymane Diémé 2 516 940 F CFA 	
Le marché a été attribué à l'offre conforme la moins disant.	
Non conformités	- Les délais d'exécution ne sont pas inscrits dans le contrat ;
Recommandations	- mentionner les délais d'exécution dans les contrats conformément à l'article 13-6 du décret n°2011-1048 afin de permettre la vérification du respect des délais d'exécution et l'application ou non des pénalités de retard.
Commentaires de l'AC	
Appréciation du Cabinet	

DRP Entretien et réparation du parc automobile de l'ANAMS	
Description	Marchés
Date d'invitation	23/02/2011
Date limite de dépôt des offres	14/03/2011
Attributaire	Alliance Distribution Services
Date du bon de commande	-
Date du contrat	02/05/2011
Montant du marché	4 024 074 F CFA TTC
Date de réception	10/12/2011
<p>Cinq (05) candidats ont été consultés et cinq (05) candidats ont déposé une offre. Il s'agit de :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Alliance Distribution services 6 313 514 F CFA TTC • Rénovation Automobile 6 512 307 F CFA TTC • Sénégal Distribution 6 475 947 F CFA TTC • IMEXIS 6 540 706 F CFA TTC • Zenith International 6 439 785 F CFA TTC <p>Le marché a été attribué au candidat Alliance Distribution Services dont l'offre se trouve être la moins disant et conforme aux spécifications techniques. L'offre portait sur l'entretien et la réparation de six (06) véhicules pour un montant de 6 313 514 F CFA mais le contrat a finalement porté sur l'entretien et la réparation de trois (03) véhicules pour 4 024 074 F CFA.</p>	
Non conformités	<ul style="list-style-type: none"> - Les délais d'exécution ne sont pas inscrits dans le contrat ; - Les intervalles de variation entre les offres sont très réduits.
Recommandations	<ul style="list-style-type: none"> - mentionner les délais d'exécution dans les contrats conformément à l'article 13-6 du décret n°2011-1048 afin de permettre la vérification du respect des délais d'exécution et l'application ou non des pénalités de retard.
Commentaires de l'AC	
Appréciation du Cabinet	

DRP Entretien et nettoyage locaux siège de l'ANAMS	
Description	Marchés
Date d'invitation	21/02/2011
Date limite de dépôt des offres	09/03/2011
Attributaire	Marie Ndiaye
Date du bon de commande	-
Date du contrat	01/04/2011
Montant du marché	6 903 000 F CFA TTC (767 000/mois pendant 9 mois)
Date de réception	
Six (06) candidats ont été consultés et quatre (04) candidats ont déposé une offre. Il s'agit de :	
<ul style="list-style-type: none"> • Marie Ndiaye 767 000 F CFA TTC par mois (9 mois) • AS SERVICES 885 000 F CFA TTC par mois (9 mois) • GIE GAYRE 1 003 000 F CFA TTC par mois (9 mois) • SENETT 1 416 000 F CFA TTC par mois (9 mois) 	
Le marché a été attribué à l'offre conforme la moins disant.	
Non conformités	
Recommandations	
Commentaires de l'AC	
Appréciation du Cabinet	

DRP Acquisition et installation de 15 splits destinés aux locaux de l'ANAMS	
Description	Marchés
Date d'invitation	13/04/2011
Date limite de dépôt des offres	02/05/2011
Attributaire	SOGEF Suarl
Date du bon de commande	03/06/2011
Date du contrat	04/07/2011
Montant du marché	4 631 500 F CFA TTC
Date de réception	17/06/2011
Cinq (05) candidats ont été consultés et trois (03) candidats ont déposé une offre. Il s'agit de : <ul style="list-style-type: none"> • SOGEF 4 631 500 F CFA • JVC 4 845 000 F CFA • Master Office 4 853 999 F CFA Le marché a été attribué à l'offre conforme la moins disant.	
Non conformités	<ul style="list-style-type: none"> - Les délais d'exécution ne sont pas précisés dans le contrat, qui stipule en son article 2 que la livraison sera effectuée à l'ANAMS, à partir de la date de notification définitive avec un bon de commande établi par les services de l'agence ; - La réception de la commande est antérieure à la signature du contrat. Le marché a été réceptionné le 17/06/2011 alors que le contrat a été signé le 04/07/2011.
Recommandations	<ul style="list-style-type: none"> - mentionner les délais d'exécution dans les contrats conformément à l'article 13-6 du décret n°2011-1048 afin de permettre la vérification du respect des délais d'exécution et l'application ou non des pénalités de retard ; - Veiller à la signature des contrats avant l'établissement des bons de commandes.
Commentaires de l'AC	
Appréciation du Cabinet	

DRP Acquisition et installation d'un (01) onduleur de 30KVA	
Description	Marchés
Date d'invitation	04/08/2011
Date limite de dépôt des offres	22/08/2011
Attributaire	RICHARD EQUIPEMENT
Date du bon de commande	28/09/2011
Date du contrat	28/09/2011
Montant du marché	7 974 735 F CFA TTC
Date de réception	22/10/2011
Cinq (05) candidats ont été consultés et deux (02) candidats ont déposé une offre. Il s'agit de :	
<ul style="list-style-type: none"> • RICHARD EQUIPEMENT 7 316 590 F CFA TTC • TENESOL 9 924 640 F CFA TTC 	
Le marché a été attribué à l'offre conforme la moins disant.	
Non conformités	- Les délais de livraison ne sont pas précisés dans le contrat, qui stipule en son article2 que la livraison sera effectuée à l'ANAMS à partir de la date de notification définitive avec un bon de commande établi par les services de l'agence.
Recommandations	- mentionner les délais d'exécution dans les contrats conformément à l'article 13-6 du décret n°2011-1048 afin de permettre la vérification du respect des délais d'exécution et l'application ou non des pénalités de retard.
Commentaires de l'AC	
Appréciation du Cabinet	

DRP Acquisition de carnets de diagramme, d'imprimés météo, de feuilles TCM et de bandes héliographes pour les stations météorologiques	
Description	Marchés
Date d'invitation	03/05/2011
Date limite de dépôt des offres	19/05/2011
Attributaire	PAPIMEX
Date du bon de commande	07/06/2011
Date du contrat	30/06/2011
Montant du marché	10 371 404 F CFA TTC
Date de réception	27/06/2011
Cinq (05) candidats ont été consultés et Cinq (05) candidats ont déposé une offre. Il s'agit de :	
<ul style="list-style-type: none"> • PAPIMEX 10 371 404 F CFA TTC • L.I.P 11 496 126 F CFA TTC • INTERGRAFIC 12 677 767 F CFA TTC • SIIPA 11 518 816 F CFA TTC • SAGITAIRE 11 713 164 F CFA TTC 	
Le marché a été attribué à l'offre conforme la moins disant.	
Non conformités	<ul style="list-style-type: none"> - La réception de la commande est antérieure à la signature du contrat. Le marché a été réceptionné le 27/06/2011 alors que le contrat a été signé le 30/06/2011. ; - Les délais de livraison ne sont pas précisés dans le contrat.
Recommandations	<ul style="list-style-type: none"> - mentionner les délais d'exécution dans les contrats conformément à l'article 13-6 du décret n°2011-1048 afin de permettre la vérification du respect des délais d'exécution et l'application ou non des pénalités de retard; - Veiller à la signature des contrats avant l'établissement des bons de commande.
Commentaires de l'AC	
Appréciation du Cabinet	

DRP recrutement de personnel temporaire : 02 observateurs, 01 Assistante en Ressources Humaines, 01 Technicien en Maintenance	
Description	Marchés
Date d'invitation	05/09/2011
Date limite de dépôt des offres	21/09/2011
Attributaire	Société d'emploi Temporaire (SET)
Date du bon de commande	-
Date du contrat	05/10/2011
Montant du marché	4 835 679 FCFA TTC/4mois
Date de réception	-
Cinq (05) candidats ont été consultés et trois (03) candidats ont déposé une offre. Il s'agit de : <ul style="list-style-type: none"> • SET SARL1 611 893 F CFA TTC/ mois • AELTIM SENEGAL 1 715 258 F CFA TTC/ mois • EDEN 1 710 225 F CFA TT/ mois <p>Le marché a été attribué à l'offre conforme la moins disant.</p>	
Non conformités	
Recommandations	
Commentaires de l'AC	
Appréciation du Cabinet	

DRP Fournitures	
Lot 1 : A. Consommables informatiques B. Fournitures de bureau Lot 2 : A. Consommables informatiques B. Fournitures de bureau C. Produits d'entretien	
Description	Marchés
Date d'invitation	Lot 1 A. 22/02/2011 B. 22/02/2011 Lot 2 A. 22/02/2011 B. 22/02/2011 C. 22/02/2011
Date limite de dépôt des offres	Lot 1 A. 14/03/2011 B. 14/03/2011 Lot 2 A. 14/03/2011 B. 14/03/2011 C. 14/03/2011
Attributaire	Lot 1 A. LYKMA GROUP B. LYKMA GROUP Lot 2 A. FMPS B. LYKMA GROUP C. LYKMA GROUP
Date du bon de commande	Lot 1 A. 15/07/2011 B. 15/07/2011 Lot 2 A. 26/04/2011 B. 26/04/2011 C. 26/04/2011

Date du contrat	Lot 1 A. 14/04/2011 B. 14/04/2011 Lot 2 A. - B. - C. -
Montant du marché	Lot 1 A. 8 408 680 F CFA B. 4 591 233 F CFA Lot 2 A. 1 149 320 F CFA B. 1 149 367 F CFA C. 689 846 F CFA
Date de réception	Lot 1 Tranche 1: 16/05/2011 Tranche 2: 20/07/2011 Tranche 3: 28/10/2011 Lot 2 A. 13/05/2011 B. 16/06/2011 C. 16/06/2011
Sept (07) candidats ont été consultés et six (06) candidats ont déposé une offre. Il s'agit de : <ul style="list-style-type: none"> • LYGMA GROUP 2 613 464 F CFA TTC • FMPS 4 544 770 F CFA TTC • UMOU INFORMATIQUE 3 448 314 F CFA TTC • GTIS 3 416 100 F CFA TTC • OFFICE INFORMATIQUE 2 783 915 F CFA TTC • TAYSSIRE ENTREPRISE 3 478 640 F CFA TTC Le marché a été attribué aux offres les moins disants parce que la DRP est scindée en lots puis en sous lots.	
Non conformités	
Recommandations	
Commentaires de l'AC	
Appréciation du Cabinet	

DRP Entretien et Maintenance du Matériel Informatique	
Description	Marchés
Date d'invitation	29/11/2011
Date limite de dépôt des offres	14/12/2011
Attributaire	GTIS Informatique
Date du bon de commande	-
Date du contrat	20/12/2011
Montant du marché	3 149 420 F CFA
Date de réception	28/12/2011
<p>Cinq (05) candidats ont été consultés et trois (03) candidats ont déposé une offre. Il s'agit de :</p> <ul style="list-style-type: none"> • GTIS informatique 3 149 420 F CFA • Group AGIF 3 477 460 F CFA • Toure Equipement 3 332 320 F CFA <p>Le marché a été attribué à l'offre conforme la moins disant.</p>	
Non conformités	<ul style="list-style-type: none"> - Les délais d'exécution ne sont pas inscrits dans le contrat ; - Les intervalles de variation entre les offres sont très réduits.
Recommandations	<ul style="list-style-type: none"> - mentionner les délais d'exécution dans les contrats conformément à l'article 13-6 du décret n°2011-1048 afin de permettre la vérification du respect des délais d'exécution et l'application ou non des pénalités de retard.
Commentaires de l'AC	
Appréciation du Cabinet	

DRP Acquisition et consignation de 80 bouteilles de gaz butane	
Description	Marchés
Date d'invitation	18/04/2011
Date limite de dépôt des offres	05/05/2011
Attributaire	VITOGAZ Sénégal
Date du bon de commande	03/06/2011
Date du contrat	19/05/2011
Montant du marché	2 887 440 F CFA
Date de réception	20/10/2011
Cinq (05) candidats ont été consultés et un (01) candidat a déposé une offre. Il s'agit de : <ul style="list-style-type: none"> • VITOGAZ 6 087 440 FCFA L'offre est composé du prix des 80 bouteilles de gaz de 52kg à 2 887 440 F CFA et la consignation des bouteilles pour 3 200 000 F CFA .	
Non conformités	- Les délais de livraison ne sont pas précisés dans le contrat.
Recommandations	- mentionner les délais d'exécution dans les contrats conformément à l'article 13-6 du décret n°2011-1048 afin de permettre la vérification du respect des délais d'exécution et l'application ou non des pénalités de retard.
Commentaires de l'AC	
Appréciation du Cabinet	

DRP Acquisition et installation de mobiliers de bureau	
Description	Marchés
Date d'invitation	12/05/2011
Date limite de dépôt des offres	30/05/2011
Attributaire	SSET
Date du bon de commande	07/06/2011
Date du contrat	09/06/2011
Montant du marché	12 572 317 F CFA TTC
Date de réception	18/08/2011
<p>Six (06) candidats ont été consultés et Six (06) candidats ont déposé une offre. Il s'agit de :</p> <ul style="list-style-type: none"> • BURO PLUS 20 980 400 F CFA TTC • DISTRIBUTION PLUS 25 824 300 F CFA TTC • SSET 12 572 317 F CFA TTC • AGEDIS 29 417 400 F CFA TTC • DAOUD BUREAU 23 706 200 F CFA TTC • STABURO 27 594 300 F CFA TTC <p>Le marché a été attribué à l'offre conforme la moins disant.</p>	
Non conformités	- Le délai de livraison n'est pas explicitement précisé dans le contrat.
Recommandations	- mentionner les délais d'exécution dans les contrats conformément à l'article 13-6 du décret n°2011-1048 afin de permettre la vérification du respect des délais d'exécution et l'application ou non des pénalités de retard.
Commentaires de l'AC	
Appréciation du Cabinet	

DRP Mise à la disposition du programme des pluies provoquées d'un personnel temporaire	
Description	Marchés
Date d'invitation	26/04/2011
Date limite de dépôt des offres	13/05/2011
Attributaire	SET SARL
Date du bon de commande	-
Date du contrat	29/06/2011
Montant du marché	22 356 440 F CFA TTC/mois
Date de réception	-
<p>Cinq (05) candidats ont été consultés et Cinq (05) candidats ont déposé une offre. Il s'agit de :</p> <ul style="list-style-type: none"> • SET SARL 5 589 110 F CFA TTC/mois • MA TRADING 6 426 187 F CFA TTC/mois • AELTIM Sénégal 7 595 476 F CFA TTC/mois • MM International 7 378 505 F CFA TTC/mois • EDEN 7 129 337 F CFA TTC/mois <p>Le marché a été attribué à l'offre conforme la moins disant pour une durée de quatre mois.</p>	
Non conformités	
Recommandations	
Commentaires de l'AC	
Appréciation du Cabinet	

DRP Acquisition de futs de 160 Kg d'acétone dans le cadre de la campagne d'ensemencement des nuages	
Description	Marchés
Date d'invitation	18/04/2011
Date limite de dépôt des offres	05/05/2011
Attributaire	SEGOA AIR LIQUIDE
Date du bon de commande	11/05/2011
Date du contrat	11/05/2011
Montant du marché	7 227 500 F CFA
Date de réception	12/07/2011
Cinq (05) candidats ont été consultés et un (01) candidat a déposé une offre. Il s'agit de :	
<ul style="list-style-type: none"> • SEGOA AIR LIQUIDE 7 227 500 F CFA Le marché a été attribué à la seule offre conforme la moins disant.	
Non conformités	- Les délais de livraison ne sont pas précisés dans le contrat.
Recommandations	- mentionner les délais d'exécution dans les contrats conformément à l'article 13-6 du décret n°2011-1048 afin de permettre la vérification du respect des délais d'exécution et l'application ou non des pénalités de retard.
Commentaires de l'AC	
Appréciation du Cabinet	

DRP Mise en place d'un service d'entretien et nettoyage des locaux du siège	
Description	Marchés
Date d'invitation	21/02/2011
Date limite de dépôt des offres	09/03/2011
Attributaire	GIE GAYRE
Date du bon de commande	-
Date du contrat	29/03/2011
Montant du marché	3 825 000 F CFA /9 mois
Date de réception	-
Six (06) candidats ont été consultés et Cinq (05) candidats ont déposé une offre. Il s'agit de : <ul style="list-style-type: none"> • GIE GAYRE 425 000 F CFA/mois • AS' Services 442 500 F CFA/mois • Marie Ndiaye 454 300 F CFA/ mois • GIE GAYKY 800 000 F CFA /mois • SENETT 1800 000 F CFA /mois Le marché a été attribué à l'offre conforme la moins disant	
Non conformités	
Recommandations	
Commentaires de l'AC	
Appréciation du Cabinet	

DRP Mise en place d'un service extérieur de gardiennage et de surveillance des locaux à Linguère

Description	Marchés
Date d'invitation	12/05/2011
Date limite de dépôt des offres	30/05/2011
Attributaire	ASSUR NDAYANE
Date du bon de commande	-
Date du contrat	01/06/2011
Montant du marché	4 900 000 F CFA
Date de réception	-
Cinq (05) candidats ont été consultés et quatre (04) candidats ont déposé une offre. Il s'agit de : <ul style="list-style-type: none"> • BATOR SECURITE 917 568 F CFA TTC/7 mois • GIE ASSUR NDAYANE 700 000 F CFA TTC/ 7 mois • FAMBANE SECURITE 1 180 000 F CFA TTC/7 mois • SURVEILLANCE ET SECURITE 944 000 F CFA TTC/ 7 mois 	
Le marché a été attribué à l'offre conforme la moins disant	
Non conformités	
Recommandations	
Commentaires de l'AC	
Appréciation du Cabinet	

DRP Mise en place d'un service de gardiennage extérieur du local du siège du PPP	
Description	Marchés
Date d'invitation	21/02/2011
Date limite de dépôt des offres	09/03/2011
Attributaire	ANSS
Date du bon de commande	-
Date du contrat	09/05/2011
Montant du marché	4 248 000 F CFA TTC/9 mois
Date de réception	
Six (06) candidats ont été consultés et cinq (05) candidats ont déposé une offre. Il s'agit de : <ul style="list-style-type: none"> • BATOR Sécurité 576 000 F CFA TTC/mois • GIE ASSUR NDAYANE 500 000 F CFA TTC/mois • FAMBENE SECURITE 590 000 F CFA TTC/mois • ANSS 472 000 F CFA TTC/mois • CGS 1 856 789 FCFA TTC/mois Le marché a été attribué à l'offre conforme la moins disant.	
Non conformités	
Recommandations	
Commentaires de l'AC	
Appréciation du Cabinet	

DRP Location de car pour les experts marocains	
Description	Marchés
Date d'invitation	13/04/2011
Date limite de dépôt des offres	22/04/2011
Attributaire	LOCASEN
Date du bon de commande	-
Date du contrat	17/05/2011
Montant du marché	9 843 136 F CFA TTC
Date de réception	
Cinq (05) candidats ont été consultés et quatre (04) candidats ont déposé une offre. Il s'agit de :	
<ul style="list-style-type: none"> • ASSURCAR 10 448 900 F CFA TTC • LOCASEN 9 843 136 F CFA TTC • DABAKH Location de voitures 10 221 750 F CFA TTC • CAPTURS SARL 10 297 435 F CFA TTC 	
Le marché a été attribué à l'offre conforme la moins disant	
Non conformités	
Recommandations	
Commentaires de l'AC	
Appréciation du Cabinet	

DRP Mise en place d'une mission de commissariat au compte pour l'ANAMS	
Description	Marchés
Date d'invitation	13/05/2011
Date limite de dépôt des offres	30/05/2011
Attributaire	Société de Contrôle des Comptes (SCC)
Date du bon de commande	-
Date du contrat	25/07/2011
Montant du marché	24 750 000 F CFA TTC
Date de réception	NA
Cinq (05) candidats ont été consultés et trois (03) candidats ont déposé une offre. Il s'agit de : <ul style="list-style-type: none"> • SCC 24 750 000 F CFA TTC • GMS 33 750 000 F CFA TTC • GTI 31 500 000 F CFA TTC <p>Le marché a été attribué à l'offre conforme la moins disant.</p>	
Non conformités	
Recommandations	
Commentaires de l'AC	
Appréciation du Cabinet	

ANNEXE 2 :
OBSERVATION DE L'AUTORITE CONTRACTANTE


AGENCE NATIONALE DE L'AVIATION CIVILE ET DE LA METEOROLOGIE

 N° **01335** / ANACIM/DG/SG/CPM₄

 Dakar, le **03 JUIN 2013**
Le Directeur Général,
A
Monsieur le Directeur Général du
Cabinet Global Management Services
(GMS)
DAKAR.
Objet : Observations sur les réserves
de l'audit 2011 de l'ex-ANACS.
Réf : V/L sans numéro du 24 mai 2013.
Monsieur le Directeur Général,

Par lettre citée en référence, vous avez bien voulu mettre à notre disposition le rapport provisoire d'audit de la mission de revue indépendante de la passation des marchés de l'ex-Agence Nationale de l'Aviation Civile du Sénégal (ANACS) pour la gestion 2011, effectué par vos services et qui émet certaines réserves sur les procédures de passation de ladite agence.

En retour, veuillez trouver en annexe le tableau récapitulatif des observations émises par les services compétents de l'ex-ANACS ainsi que les pièces justificatives.

Je vous prie d'agréer, **Monsieur le Directeur Général**, l'expression de ma considération distinguée.


Maguëye Marame NDAO